

Publiez Ce Que Vous Payez Communiqué de presse

PCQVP est vivement préoccupé par la multiplication des actes de répression à l'encontre des militants de la transparence au Niger

Londres, 26 août 2009 : Publiez Ce Que Vous payez (PCQVP)* est profondément inquiet de la répression accrue à l'encontre des acteurs de la société civile au Niger suite à l'arrestation le samedi 22 août à Niamey, de Wada Maman, un membre de ROTAB**/PCQVP Niger.

M. Wada Maman est le Secrétaire Général de l'Association Nigérienne de Lutte contre la Corruption (ANLC), l'antenne locale de Transparence International. Il est aussi l'un des six représentants de la société civile siégeant au sein du groupe multipartite de l'ITIE Niger*** qui ont récemment décidé de suspendre leur participation à l'ITIE afin de protester contre l'aggravation des actes de harcèlement et d'intimidation visant des militants de la transparence et de la bonne gouvernance.

Wada Maman est accusé d'avoir participé à une « manifestation non autorisée » organisée le 22 août par la société civile et les partis politiques pour protester contre la récente modification de la constitution initiée par le Président nigérien, Mamadou Tandja. M. Maman se trouvait dans un taxi lorsque des membres de la Garde républicaine l'ont appréhendé et placé en garde à vue, avant son transfert dans un camp de police de Niamey. Il se dirigeait dans la direction opposée à celle de la manifestation au moment de son interpellation et a nié toute intention d'y participer.

Cet incident est le dernier en date d'une série d'arrestations d'acteurs de la société civile consécutives à la vague de protestations contre la réforme constitutionnelle, y compris de militants oeuvrant pour la transparence et la gestion responsable des revenus issus du secteur extractif.

Le 10 août 2009, Marou Amadou, président du Front uni pour la sauvegarde des acquis démocratiques (FUSAD) et membre de ROTAB/PCQVP Niger, avait été arrêté pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », suite à la publication d'une déclaration du FUSAD dénonçant le régime du Président Tandja. M. Amadou est actuellement détenu à la prison de haute sécurité de Koutoukalé où il est en attente d'un jugement.

La liberté d'expression, d'association et de réunion est essentielle pour un débat ouvert sur la gestion des richesses naturelles du pays. Le harcèlement et l'intimidation continuels des représentants de la société civile, y compris de ceux qui siègent au sein du groupe multipartite de l'ITIE, violent l'engagement du Niger à garantir la pleine participation de la société civile à l'ITIE, une initiative à laquelle cet Etat a adhéré en 2005 et qui prône le dialogue entre le gouvernement, la société civile et les entreprises. Le Niger siège également au sein du Conseil d'administration international de l'ITIE aux côtés de représentants d'autres gouvernements, du secteur privé et de la société civile.

PCQVP exige la libération immédiate et inconditionnelle des membres de PCQVP Niger Marou Amadou et Wada Maman et de tous ceux qui ont été arrêtés pour leur action légitime en faveur de la bonne gouvernance et de la défense des principes démocratiques.

PCQVP appelle les autorités nigériennes à mettre fin à toute forme de harcèlement et d'intimidation à l'encontre des militants de la société civile et permettre un dialogue ouvert sur la transparence et la gouvernance dans le pays.

Publiez Ce Que Vous Payez Communiqué de presse

Notes:

* Publiez Ce Que Vous Payez est une coalition internationale d'organisations de la société civile présente dans une cinquantaine de pays. PCQVP plaide pour une transparence accrue des industries minière, gazière et pétrolière.

** La coalition nationale PCQVP Niger s'appelle Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB).

*** L'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) est une initiative tripartite constituée de gouvernements, d'entreprises du secteur extractif et d'organisations de la société civile, qui s'est fixée pour but d'accroître la transparence des revenus miniers, gaziers et pétroliers. Le Niger a adhéré à l'ITIE en 2005 et a l'obligation d'accéder au statut de pays conforme avant l'échéance de mars 2010.

Contact presse:

Marie-Ange Kalenga, Coordinatrice de PCQVP Afrique
+ 237 9639 3651
mkalenga@gmail.com